

Appel à contributions

XIVe Congrès de l'Association française d'économie politique

Sciences Po Bordeaux, 17-20 juin 2025

« **Capitalismes, savoirs et représentations économiques à l'épreuve des reconfigurations Nords/Suds** »

L'AFEP est une association scientifique généraliste dont l'objectif est la promotion du pluralisme dans le champ de l'économie académique. Le congrès annuel de l'AFEP est un moment important pour l'association et pour la communauté des économistes. Il permet de faire vivre le pluralisme des théories, des méthodes et des objets. Au-delà, cette approche encourage le dialogue et l'interdisciplinarité au sein de l'espace des sciences humaines et sociales. C'est pourquoi les propositions de communication autres qu'en économie (sociologie économique, gestion, anthropologie, géographie, aménagement, science politique, histoire, philosophie, etc.) sont souhaitées et encouragées.

*Dans l'esprit d'ouverture qui caractérise l'approche pluraliste promue par l'AFEP, le congrès reste ouvert à toutes thématiques ou approches. Les propositions ne portant pas explicitement sur la thématique du congrès sont donc bienvenues. Des **propositions d'ateliers thématiques (ouverts ou fermés)** seront également fortement appréciées.*

Dépendances économiques, politiques asymétriques, crises écologiques, tensions commerciales et multiplication des conflits armés : à l'heure où le monde fait face à des crises globales d'une ampleur sans précédent et que l'humanité a plus que jamais besoin de coopération, **les contradictions du capitalisme contemporain se révèlent de manière exacerbée**. Elles façonnent les relations internationales, intensifient les inégalités mondiales, et accentuent les défis écologiques. Comprendre ces dynamiques complexes de dépendance, d'exploitation, mais aussi de résistances et d'alternatives dans les relations économiques internationales nécessite de renforcer et d'élargir les recherches critiques en économie politique, notamment en intégrant pleinement les perspectives et les savoirs issus du Sud global, et en mobilisant les apports des autres disciplines des sciences humaines et sociales.

Partant de ce constat, le Congrès de l'AFEP 2025 se propose d'examiner les tensions et transformations qui traversent le capitalisme global, dans un contexte marqué par des crises économiques, écologiques, sociales et politiques interconnectées. Ce congrès mettra en lumière les trajectoires divergentes entre les Nords et les Suds, révélant des dynamiques de dépendance, d'exploitation, mais aussi de résistances et d'alternatives. Alors que les frontières géopolitiques, économiques et sociales se redéfinissent souvent de manière violente, il s'agira d'explorer les asymétries de pouvoir, les fractures environnementales, et les alternatives hétérodoxes, en particulier depuis et avec les Suds.

Afin de comprendre la persistance d'un développement inégal et les tendances polarisantes du capitalisme, **une perspective englobante s'avère indispensable**. Pourtant, la recherche sur les phénomènes économiques reste largement dominée par des paradigmes issus des capitalismes centraux, marginalisant ainsi les savoirs, les expériences et les imaginaires du Sud global. Les communautés académiques subissent de fait des effets de coupure. Il en

résulte un affaiblissement de notre capacité à saisir les tensions qui se déploient du mondial au local, et vice-versa, et à aborder de manière efficace et inclusive les multiples défis qui en découlent – a fortiori à l'heure de l'impératif écologique. Cette situation nous prive par ailleurs de la possibilité d'identifier et, le cas échéant, de nous saisir d'idées et de systèmes alternatifs, et ce dans une multitude de secteurs et aux niveaux tant macro que méso et micro.

Ces conclusions appellent à un enrichissement de perspective. Rarement, en particulier face à l'impératif environnemental, l'analyse scientifique aura autant exigé l'adoption de grilles de lecture mondiales. Ce besoin heuristique s'inscrit dans l'ambition de promouvoir le pluralisme en économie, qui implique de penser l'économie de manière totale, en tenant compte de l'espace, de l'histoire, des institutions, des liens sociaux et du rapport au vivant. Il convient dès lors d'élargir le champ des connaissances en intégrant des perspectives souvent ignorées ou marginalisées. Il s'agit notamment de reconnaître et de valoriser les approches économiques issues du Sud global, qui permettent de renouveler l'analyse des mécanismes de reproduction des inégalités forgés pendant la période coloniale. La théorie de la dépendance avait apporté une perspective anti-impérialiste et anti-coloniale sur les dynamiques d'exploitation et les contraintes structurelles des pays "périphériques". Plus récemment, des recherches réinvestissent cette approche, quand d'autres explorent de nouvelles manières de penser les rapports entre l'économie et le vivant à partir des ontologies propres aux Suds : elles sont irriguées, entre autres, par les réflexions sur les systèmes agro-alimentaires, les communs, le post-développement, la décroissance, l'écologie décoloniale ou encore le féminisme, l'économie sociale et solidaire et les informalités. Ces travaux critiquent les dynamiques de pouvoir et les logiques d'exclusion qui ont historiquement structuré la discipline économique. Décoloniser l'économie devient ainsi non seulement un impératif moral, mais aussi une invitation à repenser scientifiquement notre compréhension des systèmes économiques contemporains.

Quatre axes de réflexion – savoirs, imaginaires, pouvoirs et méthodes – structurent la thématique de cet appel à communication.

1. **La décolonisation des savoirs économiques.** Cet axe invite à étudier les dynamiques de (dé)valorisation et de (dé)centrement de certains savoirs, en portant une attention particulière à l'impact durable de la colonisation. Il s'agit de discuter les paradigmes dominants en économie et de proposer des alternatives fondées sur une diversité d'expériences, de pratiques, d'institutions et de politiques économiques, tant du Nord que du Sud global. En plaçant la décolonisation au cœur du débat, cet axe entend explorer une série de questions : Dans quelle mesure les relations de pouvoir historiques continuent-elles d'influencer la pensée économique et les politiques de développement ? Est-ce que l'héritage colonial nous a légué des angles morts concernant les arbitrages redistributifs mondiaux et les mécanismes économiques sous-jacents ? Ce questionnement s'étend également à l'enseignement de l'économie, une discipline encore largement résistante à l'intégration de perspectives critiques. Comment des résistances freinent l'émergence d'approches plurielles et inclusives ? Quels sont les moyens adaptés pour transformer l'enseignement de l'économie afin d'y inclure une diversité de points de vue et d'expériences ?
2. **La bataille des imaginaires et alternatives économiques.** Cet axe propose d'étudier les récits économiques dominants, souvent façonnés par une vision occidentalocentrée qui associe modernité, progrès et rationalité au développement du capitalisme. Cette perspective normalise les processus violents et exploités qui ont accompagné l'émergence du capitalisme. Une perspective englobante de l'économie invite alors à s'intéresser aux questions suivantes : Quelles sont les contre-narrations issues des pays postcoloniaux, qui remettent en question ces récits ? En s'appuyant par exemple sur des théories de la décroissance ou des programmes du Buen Vivir/Sumak Kawsay en Equateur, quelles visions alternatives découlent de ces contre-narrations ? Dans

quelle mesure ces approches, qui mettent en avant d'autres formes d'organisation socio-économique (économies populaires, communs...), offrent des pistes pour repenser l'ordre économique mondial au-delà des institutions capitalistes traditionnelles ? Quelle est la place des économistes, des institutions statistiques, des experts, des scientifiques et des politiques publiques économiques dans la construction et la diffusion de ce récits dominants sur l'ordre économique mondial ?

3. **Pouvoirs, dépendances et inégalités globales.** Cet axe vise à explorer comment les relations de pouvoir façonnent les structures économiques mondiales et comment ces dynamiques de domination peuvent être contestées ou transformées. Cette réflexion s'appuiera sur des approches interdisciplinaires et critiques en économie politique. Plusieurs questions peuvent guider les échanges : Quelles sont les interconnexions et fractures qui influencent les trajectoires économiques divergentes entre les pays et les régions ? Comment le développement inégal se perpétue-t-il malgré la décolonisation ? Quelles sont les contraintes que l'économie mondiale impose aux acteurs contemporains dans les Nords et les Suds ? Comment ces acteurs tentent de s'en affranchir et quelles sont leurs propositions, pour promouvoir un ordre mondial plus juste et harmonieux ?
4. **Méthodologies critiques pour l'étude des capitalismes et du développement.** Cet axe examine et confronte les méthodes permettant d'analyser les capitalismes contemporains et les dynamiques de développement, tout en prenant en compte les limites des approches méthodologiques traditionnelles. Dans cette optique, il s'agit, entre autres, d'explorer les questions suivantes : Comment les méthodes mixtes, inter, transdisciplinaires et comparatives, peuvent-elles offrir une meilleure compréhension des inégalités structurelles et des dynamiques cachées au sein du capitalisme mondial ? Dans quelle mesure la prise en compte des contributions de la science politique, de la sociologie, de l'anthropologie, et des autres disciplines en sciences humaines et sociales enrichissent la boîte à outils de l'économie politique ? Comment renforcer les collaborations interdisciplinaires et internationales ?

« L'AFEP considère que la promotion du pluralisme académique en économie (idées, thèmes, méthodes) passe par la promotion du pluralisme des points de vue. Elle promeut donc l'inclusion et le traitement égal de toutes les personnes. Cette diversité de caractères démographiques et d'origines géographiques est également requise pour des raisons de justice. » ([Texte complet de la charte](#))

Trois types de soumissions sont possibles :

- **proposition de communication scientifique** : chaque auteur/autrice soumet une proposition (c'est-à-dire **résumé d'environ 400 mots et avec des références bibliographiques et des mots clés - dépôt HTML et fichier joint, xord ou pdf**) ;
- **proposition d'atelier thématique fermé** : chaque coordinateur/coordinatrice d'atelier propose une thématique et une liste d'intervenant·e·s (**résumé HTML de 400 mots + une demie à une page - format word ou pdf**), assure la collecte des propositions de communication et anime l'atelier le cas échéant ;
- **proposition d'atelier thématique ouvert** : chaque coordinateur/coordinatrice d'atelier propose une thématique (**résumé HTML de 400 mots + une demie à une page - format word ou pdf**) qui, si elle est acceptée, peut donner lieu à un appel à contributions spécifique

envoyé par le·a coordinateur/coordinatrice. Les communications regroupées dans l'atelier thématique seront choisies parmi les propositions de communication scientifique répondant à l'appel général et/ou à cet appel spécifique.

Chaque coordinateur/coordinatrice d'atelier est invité.e à prêter attention à la parité femmes/hommes et à la diversité des personnes choisies pour intervenir

Echéances

Date limite d'envoi des propositions de communications ou d'atelier thématique, via la plateforme <https://afep2025.sciencesconf.org>: 31 janvier 2025.

Notification d'acceptation des ateliers thématiques : au fil de l'eau

Notification d'acceptation des communications : 21 mars 2025

Notification d'acceptation des communications soumises à des ateliers thématiques : 31 mars 2025

La journée du 17 juin est réservée aux **doctoriales** et fera l'objet d'un appel spécifique. Pour plus d'informations : doctorants@assoekonomiepolitique.org.

Le congrès conjuguera des sessions plénières et des ateliers thématiques en parallèle. Afin de favoriser les échanges avec les collègues non francophones, les communications en anglais sont bienvenues.

Comité d'organisation :

Eric Berr (Université de Bordeaux), Berrou Jean-Philippe (Sciences Po Bordeaux), Bijan Valilou (Université de Bordeaux), Aurélie Brasseur (Sciences Po Bordeaux), Benjamin Bürbaumer (Sciences Po Bordeaux), Clarisse Cazal (INRAE), Quentin Chapus (Sciences Po Bordeaux), Clémentine Chazal (Sciences Po Bordeaux), Rafael Cos (Université de Bordeaux), Pierre Crétois (Université Bordeaux Montaigne), Lou Delepierre (Sciences Po Bordeaux), Caroline Dufy (Sciences Po Bordeaux), Fouad El Haddad (Sciences Po Bordeaux), Sylvie Ferrari (Université de Bordeaux), Vincent Frigant (Université de Bordeaux), Hala Gharib (Sciences Po Bordeaux), Claire Gondard (Université de Bordeaux), Julien Guillot (Sciences Po Bordeaux), Matthieu Montalban (Université de Bordeaux), Alain Piveteau (IRD), Antoine Roger (Sciences Po Bordeaux), Timothée Duverger (Sciences Po Bordeaux), Tristan Velardo (Sciences Po Bordeaux),

Comité scientifique :

Franck Bailly (Université de Rouen), Philippe Bance (Université des Antilles), Jérémie Bastien (Université de Reims), *Nicolas Bédu (Université de Montpellier)*, Emmanuelle Bénicourt (Université d'Amiens), Eric Berr (Université de Bordeaux), *Elodie Bertrand (Université Panthéon-Sorbonne)*, Berrou Jean-Philippe (Sciences Po Bordeaux), *Franck Bessis (Université Lyon 2)*, Benjamin Bürbaumer (Sciences Po Bordeaux), Caroline Dufy (Sciences Po Bordeaux), Samba Diop (Université d'Amiens), Tiphaine Gautier (Sciences Po Toulouse), Géraldine Froger (Sciences Po Toulouse), Isabelle Guérin (IRD), *Anaïs Henneguelle*

(Université Paris-Cité), Sabina Issehnane (Université Paris Cité), Sophie Jallais (Université Paris 1), Florence Jany-Catrice (Université de Lille), Arthur Jatteau (Université de Lille), Agnès Labrousse (Sciences Po Lyon), Thomas Lamarche (Université Paris Cité), Guillemette de Larquier (Université de Lille), Marc Lautier (Université Rennes 2), Philippe Légé (Université Paris 1), Erwan Le Nader, Stéphane Longuet (Université d'Amiens), Lucile Marchand (Université de Montpellier), Jonathan Marie (Université Sorbonne Nouvelle), André Orléan (EHESS), Alain Piveteau (IRD), Gaël Plumecocq (INRA Toulouse), Jean-Francois Ponsot (Université Grenoble-Alpes), Raphaël Porcherot (Université Sorbonne Paris Nord), Nicolas Postel (Université de Lille), Emmanuelle Puissant (Université Grenoble-Alpes), Andy Smith (Sciences Po Bordeaux), Camille Signoretto (Université de Paris), Richard Sobel (Université de Lille), Marion Studer (Université de Lille), Nadine Thévenot (Université Paris 1), Léo Vigny (Sciences Po Paris), Colin Vuilletet (Université Panthéon-Sorbonne)